

Linda Melvern

REMERCIEMENTS

# Complicités de génocide

## Comment le monde a trahi le Rwanda

*Traduit de l'anglais par Mehdi Ba*

Éditions KARTHALA  
22-24, boulevard Arago  
75013 Paris

## Sauver l'honneur

La proposition soumise par la France au Conseil de sécurité est accueillie avec enthousiasme par Boutros Boutros-Ghali. Le secrétaire général s'implique tout particulièrement dans la préparation de la Résolution autorisant l'intervention au Rwanda d'une force militaro-humanitaire sous commandement français. Il justifie cette initiative par l'« amère frustration » ressentie par Paris « du fait de l'obstruction américaine<sup>1</sup> ». Bien que soucieux d'obtenir le feu vert des Nations unies, le gouvernement français fait savoir quant à lui que ses soldats ne se laisseront pas « entraver par le genre de restrictions qui ont réduit les casques bleus au rôle de spectateurs impuissants ». La France réclame un mandat découlant du Chapitre VII, qui autorise ses soldats à faire usage de la force pour assurer leur protection<sup>2</sup>. En constatant les efforts déployés par le secrétaire général pour permettre le retour de l'armée française au Rwanda, dans le cadre d'un conflit que la France a largement contribué à attiser, un certain nombre de diplomates sont outrés. Mais Boutros-Ghali affirme ne pas avoir le choix. La France est en effet le seul pays à se porter volontaire. Qui plus est, son intervention ne coûtera pas un seul dollar à l'ONU. Contrairement aux États-Unis qui refusent toujours de s'acquitter de leurs arriérés envers l'ONU tout en se montrant réticents à contribuer financièrement à une opération de maintien de la paix, les Français, eux, fournissent les troupes et règlent l'addition.

Le porte-parole du gouvernement Balladur, Nicolas Sarkozy, s'en explique : « Nous ne sommes pas une puissance moyenne, nous sommes une grande puissance. À quatre reprises depuis quinze mois, la France a joué un rôle majeur sur des plans différents. [...] Si la France n'agit pas, Sarajevo tombe. Et enfin, c'est l'affaire du Rwanda »<sup>3</sup>. Dès lors, la France

1. Boutros Boutros-Ghali, *Unvanquished. A US-UN Saga*, I.B. Tauris, Londres, 1999, p. 140.

2. William Drozdiak, « No rescue for Rwanda », *The Washington Post*, 18/06/1994.

3. Monique Mas, *Paris-Kigali, 1990-1994*, L'Harmattan, 1999, p. 434. De 1993 à 1995, Nicolas Sarkozy était ministre du Budget et porte-parole du gouvernement d'Édouard Balladur.

se démène pour obtenir l'appui de ses alliés européens et des États africains. Mais les réactions sont plutôt mitigées. Le Sénégal et le Tchad proposent d'envoyer quelques centaines de soldats ; le Congo et le Niger, une quarantaine ; et la Mauritanie, quatre médecins. Alors que la France a déclaré qu'elle n'entreprendrait rien sans l'aval de l'ONU, les premières troupes françaises se posent sur l'aéroport de Goma, à la frontière zaïroise, avant même que le Conseil de sécurité n'ait pu se réunir pour discuter du principe de l'intervention. Ce dispositif avancé est censé préparer le terrain à la Force d'intervention. Dès le 18 juin, « le prépositionnement de troupes françaises a été décidé [...] dans l'attente d'un feu vert des Nations unies »<sup>4</sup>.

Avec le temps, la question se posera de savoir si le projet d'intervention française n'a pas germé plus tôt qu'il n'y paraît. Le 9 mai, le général Jean-Pierre Huchon a reçu dans son bureau de la Mission militaire de Coopération le lieutenant-colonel Ephrem Rwabalinda, conseiller du chef d'état-major des FAR. Dans le rapport de mission que ce dernier rédige à son retour au Rwanda, il indique clairement que parmi les priorités de cette rencontre figurait « le soutien du Rwanda par la France sur le plan de la politique internationale ; [...] la présence physique des militaires français au Rwanda ou tout au moins d'un contingent d'instructeurs pour les actions de coups de main dans le cadre de la coopération »<sup>5</sup>. Rwabalinda précise que le général Huchon doit fournir aux FAR des munitions, mais aussi du matériel de transmission destiné à sécuriser ses communications avec le général Bizimungu, chef d'état-major des FAR. C'est ainsi que l'officier rwandais retournera à Kigali muni d'un téléphone crypté censé permettre aux deux officiers de communiquer sans crainte d'être écoutés par des tiers. « Dix-sept petits postes à sept fréquences chacun ont été également envoyés pour faciliter les communications entre les unités de la ville de Kigali. » Il ressort également du rapport que la piste de l'aéroport de Kigali « a été retenue convenable aux opérations [d'atterrissage] à condition de boucher les trous éventuels et d'écarter les espions qui circulent aux alentours de cet aéroport ». Selon Sébastien Ntahobari, alors attaché militaire à l'ambassade du Rwanda à Paris, le téléphone offert par le général Huchon au général Bizimungu par l'entremise d'Ephrem

4. « Dès que l'ONU aura donné son feu vert, Paris enverra des troupes aux frontières du Rwanda », Jacques Isnard, *Le Monde*, 21/06/1994, cité in Monique Mas, *op. cit.* Voir aussi J. Matthew Vaccaro, « The politics of genocide : peacekeeping and Rwanda », in William J. Durch (dir.), *UN Peacekeeping, American Politics and the Uncivil Wars of the 1990s*, Henry L. Stimson Center, St Martin's Press, New York, 1996.

5. Une retranscription du rapport d'Ephrem Rwabalinda est consultable sur Internet : <http://www.voltairenet.org/article5869.html>. Voir aussi Assemblée nationale française, Mission d'information commune, *Enquête sur la tragédie rwandaise (1990-1994)*, Tome II, Annexes, Paris, pp. 571-574.

Rwabalinda doit permettre au chef d'état-major des FAR de « transmettre à Paris des renseignements protégés pour la sécurité des militaires français de l'opération Turquoise, qui était en préparation »<sup>6</sup>.

Le 22 juin, par la Résolution 929, le Conseil de sécurité approuve le projet d'une intervention française. Même si les militaires français ne porteront pas le béret bleu, leur mission, prévue pour ne pas excéder soixante jours, doit tout de même être coordonnée par le secrétaire général des Nations unies. Chacun espère qu'au bout de ce délai, la Minuar II – dont la création a été adoptée avec enthousiasme par le Conseil le 17 mai précédent – sera opérationnelle<sup>7</sup>.

Tout le monde n'est pas convaincu que l'Opération Turquoise, comme elle a été baptisée, se limitera à une opération humanitaire. Au Conseil de sécurité, au moment du vote, cinq pays préfèrent s'abstenir : le Brésil, la Chine, la Nouvelle-Zélande, le Nigeria et le Pakistan. L'ambassadeur néo-zélandais Colin Keating s'est démené pour obtenir la contribution des États membres à une Minuar II renforcée<sup>8</sup>. Mais les États-Unis ont plaidé en faveur de l'intervention française. Madeleine Albright a fait valoir que le Conseil devait se montrer suffisamment souple pour se contenter de solutions imparfaites – ce qui est le cas, en l'espèce. Pour l'ambassadrice américaine à l'ONU, Turquoise est censée permettre de combler le fossé jusqu'à l'arrivée des cinq mille cinq cents hommes prévus pour venir renforcer la Minuar, dans un délai dont Boutros-Ghali a estimé qu'il pourrait aller jusqu'à trois mois.

Le président Mitterrand manifeste son incompréhension du manque d'enthousiasme qui accueille l'intervention française. Lors d'un conseil restreint, le 22 juin, il met cette réaction sur le compte de « la propagande du FPR à Bruxelles<sup>9</sup> ». Jugeant « la naïveté des diplomates et des journalistes [...] déconcertante », le chef de l'État demande au chef d'état-major des armées si on ne pourrait pas « éventuellement ramener les Tutsi menacés en zone FPR ». Les Français ont reçu le mandat de sécuriser les zones humanitaires et de protéger les personnes déplacées ainsi que les personnels des organisations humanitaires. Le projet des responsables militaires français consiste à mettre en place des zones sécurisées afin de protéger les réfugiés en fuite et d'empêcher la guerre de s'étendre au Burundi et en Tanzanie. Disposant d'un mandat au titre du Chapitre VII, les forces françaises sont censées désarmer les milices et arrêter les responsables des massacres.

6. Assemblée nationale française, *op. cit.*, p. 574.

7. La Minuar II ne sera totalement opérationnelle qu'en décembre 1994.

8. Conseil de sécurité (S/PV.3392), 22/06/1994.

9. Document confidentiel Défense, 22/06/1994, cité in Gabriel Périès et David Servenay, *Une guerre noire. Enquête sur les origines du génocide rwandais (1959-1994)*, La Découverte, 2007, p. 383.

La presse française ne ménage pas ses critiques. Dans les colonnes du *Monde*, on redoute que l'opération ne tourne au fiasco, tout en s'indignant qu'une fois encore la France vole au secours des autorités rwandaises. Dès le 14 juin, *Libération* publie une tribune de Jean Carbonare, qui avait fait partie de la Commission d'enquête conjointe de 1993. Celui-ci y accuse la France d'avoir été informée depuis des années de ce qui risquait de survenir au Rwanda, dans la mesure où « les services de renseignement français tenaient tout le pays avec l'armée rwandaise<sup>10</sup> ». *Libération* publie également l'interview de Janvier Afrika, un Rwandais qui prétend avoir fait partie des escadrons de la mort du Hutu Power. Celui-ci affirme avoir été formé par des instructeurs français<sup>11</sup>. À New York, le représentant du FPR, Claude Dusaidi, choqué et furieux à l'annonce de l'opération Turquoise, explique aux journalistes présents autour de la chambre du Conseil que la véritable ambition des Français est de sauver la mise aux auteurs du génocide.

Au QG de la Minuar, le 17 juin après-midi, le général Dallaire reçoit la visite de Bernard Kouchner, l'un des fondateurs de MSF, qui est venu au Rwanda à la demande du gouvernement français<sup>12</sup>. Après avoir précisé à Roméo Dallaire que la France est désormais sur le point d'intervenir, Kouchner suggère que les Français se chargent de créer une zone sécurisée dans les territoires sous contrôle gouvernemental, tandis que la Minuar II sera opérationnelle dans les zones contrôlées par le FPR. Sortant une carte du pays, il désigne à Dallaire la zone prévue pour être placée sous contrôle français. Celle-ci inclut des portions de la capitale rwandaise. D'après Bernard Kouchner, des orphelins et des missionnaires bloqués dans Kigali derrière les lignes Interahamwe pourront ainsi être sauvés. Selon le French Doctor, si Dallaire acceptait d'apporter un soutien à l'opération, cela aiderait à convaincre les sceptiques de la nécessité que les troupes françaises retournent à Kigali. Mais le général canadien, méfiant, refuse d'apporter aux Français quelque caution que ce soit. Quelques semaines plus tôt, du 12 au 16 mai, Bernard Kouchner s'est déjà rendu au Rwanda. Il a alors tenté, en vain, de ramener en France des orphelins blessés. À cette occasion, il a dû négocier avec le colonel Bagosora, à qui il a promis que la couverture médiatique qui serait consacrée à la libération de ces orphelins constituerait une magni-

10. « La honte », courrier de Jean Carbonare paru dans *Libération*, 14/06/1994.

11. Stephen Smith, « Rwanda. Un ancien des escadrons de la mort accuse », *Libération*, 21/06/1994.

12. Bernard Kouchner a été ministre d'État en charge des Affaires humanitaires (1988-1991) puis ministre de la Santé (1992-1993). En juillet 1994, il est élu au Parlement européen. Il sera nommé ministre des Affaires étrangères par Nicolas Sarkozy en mai 2007.

fique opération de relations publiques pour le gouvernement intérimaire. Selon Kouchner, l'opinion publique française, choquée par le génocide, demande des actes. Il tente alors de convaincre Dallaire que la libération des orphelins est dans son intérêt, dans la mesure où le commandant de la Minuar est vu à Paris sous un jour défavorable. Un geste de sa part permettrait d'améliorer sa réputation<sup>13</sup>.

Roméo Dallaire est consterné par la perspective d'une intervention française. L'effronterie des Français le dépasse. Si ceux-ci voulaient réellement mettre un terme au génocide et soutenir les efforts de l'ONU en ce sens, que n'ont-ils contribué au renforcement de la Minuar ! Désormais, sa mission se trouve encore un peu plus menacée. Aussi Dallaire préfère-t-il interrompre sans attendre les opérations de sauvetage. Dans un câble qu'il adresse à New York, le commandant de la Minuar ne cherche même pas à dissimuler sa colère :

« La Minuar a attendu de recevoir les moyens supplémentaires qui lui permettraient de contribuer à stopper les massacres. L'absence de toute réaction digne de ce nom pour satisfaire les besoins élémentaires de la mission est proprement scandaleuse. Elle a directement conduit à causer la perte de davantage de vies rwandaises »<sup>14</sup>.

À ses yeux, l'opération française est de nature à dissuader l'ensemble des États membres de contribuer à la Minuar II, que ce soit en troupes ou en équipement. Si les Français installent leur quartier général à Goma, au Zaïre, les casques bleus se retrouveront dans une position délicate. Les soldats de la Minuar sont en effet principalement confinés à Kigali, au centre du pays, de part et d'autre de la ligne de front entre les FAR et le FPR. La décision grotesque qui vient d'être prise par l'ONU aboutit donc à placer une force onusienne intervenant sous le Chapitre VI entre une autre force intervenant, elle, sous le Chapitre VII et l'un des belligérants. Roméo Dallaire est convaincu que la véritable raison de l'intervention française est l'intention de Paris d'empêcher le FPR de conquérir le pays. En réalité, les Français souhaitent une partition du Rwanda en deux, à l'instar de Chypre. Lorsqu'il a été question que les troupes françaises se posent à l'aéroport de Kigali, le général canadien a fait savoir à New York que dans le cas où l'on demanderait aux casques bleus de se placer sous les ordres du commandement français, il donnerait sa démission. Pour l'heure, Dallaire a appris que les Français avaient déjà pris langue avec des représentants du FPR afin de leur exposer leurs plans.

13. Témoignage de Roméo Dallaire devant le TPIR (témoin cité par le procureur), procès « Militaires I », janvier 2004.

14. Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 139.

Roméo Dallaire écrira par la suite :

« À ce moment-là, je n'aurais jamais deviné jusqu'à quel point le gouvernement intérimaire, l'armée gouvernementale rwandaise, Boutros-Ghali, la France et même le FPR travaillaient déjà derrière mon dos pour organiser une intervention au Rwanda sous couvert d'aide humanitaire »<sup>15</sup>.

De retour à Paris après sa tentative infructueuse, Kouchner informe Bruno Delaye, le responsable de la cellule africaine de l'Élysée, du refus de coopérer manifesté par Dallaire. Suggérant de présenter toute initiative française comme une nouvelle phase de la politique de la France au Rwanda<sup>16</sup>, il estime qu'il serait opportun que Paris exprime des regrets pour le passé, tout en insistant sur le fait que l'opération Turquoise est strictement humanitaire.

La réaction du FPR s'exprime par la bouche de Paul Kagame, qui qualifie l'initiative française de perfide acte de guerre. Le 25 juin, *Le Figaro* cite les propos du commandant du FPR :

« Vous avez armé et entraîné les gardes présidentiels ; vous avez accepté que ces gardes présidentiels arment et entraînent à leur tour, sous vos yeux, les extrémistes hutu. Kigali est en mesure d'absorber bien plus de housses mortuaires que Paris », prévient-il.

Dans le même temps, certains affirment que le gouvernement américain ferait pression sur le FPR pour que celui-ci coopère à l'opération Turquoise. Les rebelles auraient ainsi reçu, en secret, la garantie que les troupes françaises ne s'approcheraient pas de Kigali, dont ils sont sur le point de s'emparer<sup>17</sup>. Sur la RTL, les animateurs annoncent en boucle l'arrivée imminente des Français. À Kigali, des drapeaux français flamboyant neufs font leur apparition à chaque barrage. Les tueurs semblent revigorés. Leurs acclamations et leurs chants résonnent dans la capitale : « Nos frères français viennent nous sauver !<sup>18</sup> »

L'annonce de l'intervention française met par ailleurs en danger la vie des observateurs militaires originaires des pays du « pré carré » français

15. Roméo Dallaire, *J'ai serré la main du Diable. La faillite de l'humanité au Rwanda*, Libre Expression, Outremont (Québec), 2003, p. 521.

16. Archives de l'Institut François Mitterrand ; Présidence de la République ; Le Conseiller à la Présidence ; Objet : Rwanda - B. Kouchner ; « Note à l'attention de Monsieur le Président de la République », Paris, 21/06/1994.

17. Entretien téléphonique avec un ancien fonctionnaire du gouvernement américain, Washington, DC, octobre 2007.

18. James Orbinski, *An Imperfect Offering. Dispatches from the Medical Front Line*, Random House, Canada, 2008, p. 221.

en Afrique – le Congo, le Sénégal et le Togo –, dont les gouvernements envisagent de fournir des troupes à l'opération Turquoise<sup>19</sup>. Au nombre de quatre-vingt-dix, ces Africains francophones se sont révélés des auxiliaires précieux pour assurer la liaison entre la Minuar et l'armée gouvernementale. Leur rôle a été particulièrement crucial en matière de recueil du renseignement. Arrivés initialement au Rwanda dans le cadre de la mission supervisée par l'OUA, ils connaissent bien le pays, où ils disposent de solides contacts. Depuis le début du génocide, ils ont notamment joué un rôle clé pour protéger les civils réfugiés à l'hôtel des Mille Collines. Mais désormais, considérés comme pro-Français, ces observateurs font l'objet de toutes sortes de mauvais traitements de la part des hommes du FPR. Pour leur sécurité, il devient nécessaire de les évacuer. Le général Henry Anyidoho est chargé de les escorter hors du pays, ce qui implique de traverser le territoire sous contrôle du FPR pour gagner l'Ouganda. Sur les collines de Mirama, des hélicoptères Bell 212 doivent ensuite les conduire jusqu'à Entebbe. Mais à peine ont-ils quitté Kigali, le 21 juin, que leur convoi est immobilisé à un checkpoint par les hommes du FPR. Là, un sous-lieutenant insiste pour les dérouter vers l'aéroport de Kigali. Ce n'est qu'après une fouille minutieuse de leurs bagages, durant laquelle tous leurs objets de valeur sont pillés, qu'on les laissera poursuivre leur route<sup>20</sup>. Quelques semaines plus tard, Roméo Dallaire se rendra à Nairobi tout exprès pour les décorer avant leur retour définitif dans leurs pays. Ces officiers ont été soumis à des situations particulièrement dangereuses. Ils ont vu certains de leurs camarades se faire tuer ou blesser. La plupart d'entre eux sont tombés malades. Aussi Roméo Dallaire rendra-t-il hommage à leur engagement, leur détermination et leur courage.

Le 26 juin, une autre cérémonie de décoration se tient au QG de la Minuar à Kigali. Aux côtés du général ghanéen Henry Anyidoho et du chef des observateurs militaires, le colonel fidjien Iosa Tikoca, le général Dallaire décore une soixantaine de membres du personnel du QG, les observateurs militaires restés au Rwanda ainsi que le contingent tunisien. Tikoca est un vétéran des troupes des Nations unies. Après avoir servi en Somalie, il a passé plus de temps au Rwanda que tous les autres membres de la Minuar. En tant qu'observateur militaire, il représentait les Nations unies au moment de la négociation des Accords d'Arusha. L'équipe d'observateurs militaires non armés qu'il a dirigée aura vécu de nombreuses situations dramatiques au Rwanda : on les a retenus en otages, on leur a tiré dessus, des Interahamwe ivres les ont menacés, ils se

19. Jonathan Moore (dir.), *Hard Choices : Moral Dilemmas in Humanitarian Intervention*, Rowman & Littlefield, Oxford, 1998, p. 81.

20. Henry Kwami Anyidoho, *Guns over Kigali*, Woeli Publishing Services, Accra, 1997, pp. 77-78.

sont retrouvés pris entre deux feux... Mais jamais le colonel Tikoca n'a abandonné l'un de ses observateurs militaires dans une situation précaire<sup>21</sup>. Tous témoigneront de sa bravoure<sup>22</sup>.

Au QG de la Minuar, l'ambiance est au changement. De nouvelles recrues font leur apparition dans le cadre de la lente mise en œuvre de la Minuar II. Un régiment canadien des transmissions vient d'arriver, en même temps qu'une équipe de reconnaissance chargée de préparer l'arrivée d'un bataillon éthiopien. Une compagnie ghanéenne est également attendue sous peu. Les Britanniques et les Australiens sont chargés d'installer des hôpitaux de campagne. Tout cela a été rendu possible par Henry Anyidoho, qui s'est acquitté avec succès de la mission herculéenne consistant à organiser l'acheminement de ces renforts par avion entre Nairobi et Kampala, puis par la route jusqu'à Kigali. Quelle que soit la nature du danger, le général Anyidoho demeure impassible ; il a l'habitude de dire qu'un soldat doit savoir faire face au danger<sup>23</sup>. Le principe de ce convoi terrestre – dix heures de route – a été avalisé par les États voisins et par le FPR. C'est Anyidoho qui a personnellement accompagné le premier convoi de cinquante soldats ghanéens. Tout un symbole, puisqu'il s'agit du premier renfort jamais reçu par la Minuar. Leur acheminement a été facilité par le Programme alimentaire mondial (PAM) qui a fourni des camions adaptés. « Nous n'étions plus seuls<sup>24</sup> », écrira Roméo Dallaire. « Nous nous en étions sortis indemnes »<sup>25</sup>.

Sa hiérarchie demande au commandant de la Minuar de coopérer avec l'opération française. Celui-ci se rend donc à Goma pour y rencontrer le commandant en chef de Turquoise, le général de brigade Jean-Claude Lafourcade, qui a installé dans cette ville frontalière un quartier général interarmées. Roméo Dallaire est censé faire la liaison entre Turquoise et le FPR. Lafourcade lui indique que dans les parties du pays où ils interviennent, les Français désarmeront toutes les troupes non combattantes tout en empêchant les massacres. En réalité, il n'en sera rien. Jean-Claude Lafourcade écrira par la suite à Roméo Dallaire pour lui indiquer que l'opération Turquoise n'a pas pour but de désarmer les milices ni les militaires dans les zones qu'elle contrôle, à moins que ceux-ci ne constituent une menace pour les personnes placées sous protection française<sup>26</sup>.

21. Roméo Dallaire, *op. cit.*, pp. 533-534.

22. Iosa Tikoca est aujourd'hui Haut Commissaire des îles Fidji en Papouasie-Nouvelle Guinée.

23. Aidan Hartley, *The Zanzibar Chest. A Memoir of Love and War*, HarperCollins, Londres, 2003, p. 375.

24. Roméo Dallaire, *op. cit.*, p. 551.

25. *Ibid.*, p. 568.

26. *Ibid.*, p. 567.

Cette visite à Goma permet à l'officier canadien de prendre la mesure du dispositif français<sup>27</sup>. Le général Lafourcade peut en effet compter sur deux mille cinq cents hommes appartenant aux troupes d'élite de l'armée française et rattachées au Commandement des opérations spéciales (COS). En termes de matériel, l'officier dispose de plus de cent véhicules blindés, de batteries de mortiers lourds, de huit hélicoptères Super Puma, de huit avions de combat Jaguar, de quatre Mirage prévus pour les missions d'attaque au sol et de quatre autres destinés aux missions de reconnaissance<sup>28</sup>. Il y a encore des véhicules de transmission dotés d'antennes paraboliques et de lignes terrestres. Le général Lafourcade dispose de tout l'équipement qui a tant fait défaut à Roméo Dallaire, y compris un mandat au titre du Chapitre VII de la Charte. La France a consacré à l'Opération Turquoise, prévue pour une durée de soixante jours, 1 % de son budget annuel en matière de Défense. Roméo Dallaire se dit qu'une telle puissance de feu est étonnante pour une opération annoncée comme strictement humanitaire. Lors des conversations qu'il a eues avec des officiers français, le commandant de la Minuar a pu constater leur déni de la réalité du génocide et leur refus d'envisager que ses auteurs puissent être leurs anciens frères d'armes. À l'inverse, ils manifestent ouvertement leur envie d'en découdre avec le FPR et reprochent à la Minuar de n'avoir pas empêché la défaite de l'armée gouvernementale. Bien peu, parmi eux, ont une idée précise de l'ampleur des massacres<sup>29</sup>. Encore faut-il savoir qu'un certain nombre d'officiers de Turquoise ont servi au Rwanda avant le début du génocide, que ce soit comme conseillers ou comme instructeurs auprès de différentes unités de l'armée rwandaise. L'un d'entre eux, le colonel Didier Tauzin, alias Thibaut, est désormais en charge du secteur Sud-Ouest de la zone d'intervention française.

Officiellement, l'opération Turquoise débute le 23 juin lorsque les premiers soldats français, accompagnés par un camion transportant des soldats sénégalais, traversent à Bukavu la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. Dès lors, les Français conduisent des patrouilles de reconnaissance à travers les préfectures de Gisenyi, Kibuye, Cyangugu et Gikongoro – des zones qui se trouvent encore sous le contrôle du gouvernement intérimaire. Partout sur leur passage, d'énormes drapeaux français les accueillent. À Cyangugu, leurs véhicules sont même ornés de fleurs. La RTLM, qui émet à présent depuis Gisenyi, annonce que les Français sont venus aider l'armée gouvernementale à combattre le FPR et qu'ils distribueront des armes aux Hutu. « Vous, les filles hutu, lavez-

27. *Ibid.*, p. 557-558.

28. *Ibid.* Voir aussi J. Matthew Vaccaro, *op. cit.*

29. Roméo Dallaire, *op. cit.*, p. 560.

vous et mettez une belle robe pour accueillir nos alliés français, claironne la radio de la haine. Toutes les filles tutsi sont mortes, vous avez vos chances »<sup>30</sup>.

La France continue de soutenir que ses soldats sont là pour venir en aide aux civils rwandais. Le chercheur Gérard Prunier, à l'époque conseiller du ministre de la Défense, raconte toutefois que le premier projet d'intervention élaboré par Paris prévoyait de pénétrer au Rwanda par Gisenyi, au nord-ouest du pays. Gérard Prunier a alors fait remarquer au gouvernement français qu'il n'y avait plus à Gisenyi aucun Tutsi en vie à présenter aux caméras dans le but de justifier l'intervention. Le plan initialement présenté aux Nations unies par les diplomates français montrait en outre que Paris souhaitait contrôler une vaste zone allant du Nord et du Sud-Est jusqu'à Kigali, et du Sud-Ouest jusqu'à Butare. Autrement dit, une zone englobant les territoires où les troupes rwandaises conservaient encore des soldats et du matériel. Roméo Dallaire a alors fait savoir à New York qu'il refusait de voir les Français mettre un seul pied à Kigali ; si ces derniers voulaient se rendre utile, ils n'avaient qu'à fournir des hommes à la Minuar<sup>31</sup>.

Gérard Prunier recommandera que les soldats français soient plutôt déployés dans le sud-ouest du Rwanda, à Cyangugu, afin de se porter au secours des Tutsi réfugiés du camp de Nyarushishi<sup>32</sup>. C'est ainsi que les troupes de Turquoise, suivies par les journalistes, se rendront sur les collines escarpées d'une plantation de thé, à Nyarushishi, pour sécuriser un camp où huit mille personnes ont trouvé refuge. Lorsque ces réfugiés terrifiés aperçoivent les soldats français de l'opération Turquoise, leur première pensée est que ceux-ci sont venus pour les tuer. Sur les quelque cinquante-cinq mille Tutsi qui vivaient dans cette préfecture, dix mille seulement ont survécu, dont huit mille se trouvent au camp de Nyarushishi. « Où étiez-vous en avril ? », demande l'un d'eux à un soldat français. En choisissant de se rendre dans ce camp, les Français s'efforcent d'apparaître neutres. Interviewé par un journaliste britannique, le colonel Tauzin déclare que les Tutsi de Nyarushishi craignent l'avancée du FPR. En réalité, ce que craignent ces réfugiés, c'est de faire l'objet d'une nouvelle vague de massacres avant que le FPR ne soit en mesure de leur venir en aide<sup>33</sup>. Les officiers français se montreront beaucoup plus discrets lorsqu'ils rendront une visite de courtoisie au gouvernement inté-

30. Human Rights Watch / Fédération Internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*, Karthala, 1999.

31. *Ibid.*

32. Gérard Prunier, *The Rwanda Crisis, op. cit.*, pp. 281-287.

33. Chris McGreal, « French compromised by collaboration in Rwanda », *The Guardian*, 01/07/1994.

rimaire, alors réfugié à l'hôtel Méridien de Gisenyi, apportant avec eux ravitaillement et équipement. Sur le bord de la route, des écoliers formant une haie d'honneur les acclament. Le chef d'état-major des armées, le général Augustin Bizimungu, leur annonce que ses hommes s'appêtent à lancer une offensive contre le FPR.

Une semaine après son arrivée à Cyangugu, une patrouille de soldats français va faire une sinistre découverte : en préfecture de Kibuye, sur une chaîne de collines baptisée Bisesero, des centaines de Tutsi frêles et blessés sortent lentement de la forêt pour venir à leur rencontre. Il s'agit des survivants d'une communauté tutsi de la région estimée à cinquante mille personnes avant le génocide. Depuis le mois d'avril, ils se cachent sur ces collines où ils sont l'objet d'attaques incessantes de la part des miliciens et des soldats rwandais<sup>34</sup>. Certains d'entre eux souffrent de blessures épouvantables. Les femmes et les enfants sont rares, car il n'ont pas été en mesure de courir assez vite pour échapper aux tueurs. La zone est littéralement jonchée de cadavres<sup>35</sup>. Depuis 1994, Bisesero occupe une place à part dans l'histoire du génocide. Il s'agit en effet du seul site où des Tutsi se sont organisés pour résister aux tueurs, bien qu'ils n'aient disposé pour cela que de pierres, de bâtons, de lances et de quelques armes à feu. Pour éradiquer ce foyer de résistance et liquider définitivement ces « cancrelats » qui s'accrochent désespérément à la vie, les auteurs du génocide ont dû faire venir en renfort des convois entiers d'Interahamwe<sup>36</sup>. Les Tutsi de Bisesero – les Abasesero – s'étaient déjà distingués, au cours de vagues de violence antérieures, par leur capacité à se défendre par eux-mêmes. C'est en partie pour cela qu'au début du génocide, des Tutsi originaires d'autres régions sont venus se réfugier là, pensant qu'ils y seraient en sécurité.

Dans les tout derniers jours de juin, constatant que les soldats français sont revenus au Rwanda, les rescapés tutsi, dont certains se terrent depuis près de trois mois, se glissent sans bruit hors de leurs cachettes de fortune, qui d'un placard, qui d'un grenier... Certains racontent comment des Hutu courageux les ont cachés, au péril de leur vie. Un sous-officier français du GIGN, l'adjudant-chef Thierry Prunnaud, témoigne de sa surprise face à ces morts vivants : « Ce n'est pas ce qu'on nous a fait croire. On nous a affirmé que c'était les Tutsi qui massacraient les Hutu. » Un autre soldat français ajoute : « Nous n'avons pas trouvé un seul Hutu blessé ici, uniquement des Tutsi massacrés »<sup>37</sup>. Deux ans plus

34. Cf. TPIR, le Procureur contre Édouard Karemera, Yussuf Munyakazi, Clément Kayishema, Obed Ruzindana, Eliezer Niyitegeka et Alfred Musema.

35. Philip Verwimp, « Death and survival during the 1994 genocide in Rwanda », *Population Studies*, 58(2), 2004, pp. 233-245.

36. African Rights, *Resisting Genocide. Bisesero. April-June 1994*, avril 1998.

37. Robert Block, « Pattern of slaughter confounds French », *The Independent on Sunday*, 03/07/1994.

tôt, Thierry Prunghaud a été chargé de former la garde présidentielle rwandaise. Dans l'esprit des militaires français de Turquoise, les Hutu sont les victimes de la guerre civile et ils doivent être protégés contre les exactions du FPR. Les assassinats de Tutsi ne sont qu'une retombée de cette guerre, due à l'existence de poches de résistance où sévissent des « infiltrés » tutsi.

Jusqu'à aujourd'hui, les événements de Bisesero ont fait couler beaucoup d'encre. Une controverse entoure en effet les circonstances précises de la découverte de ces rescapés. Des accusations très graves ont été portées contre l'armée française, selon lesquelles les officiers qui les ont découverts n'auraient rien entrepris pour les protéger des tueurs. Lorsque quelques centaines de Tutsi ayant survécu aux massacres sont sortis de leur cachette pour implorer l'aide des Français, ces derniers leur ont demandé d'attendre quelques jours, prétextant qu'ils ne disposaient pas des moyens suffisants pour les emmener avec eux ni pour assurer leur protection sur place. Lorsque les Français reviendront, trois jours plus tard, les miliciens auront eu tout le temps d'exterminer la plupart d'entre eux<sup>38</sup>. Cette allégation de complicité objective avec les tueurs est apparue pour la première fois en 1994. L'enquête sur ces événements fait, depuis, l'objet d'investigations complémentaires par des journalistes et des associations de défense des droits de l'homme<sup>39</sup>.

Vendredi 1<sup>er</sup> juillet, dix jours après le début de l'opération Turquoise, le gouvernement français informe Boutros Boutros-Ghali de son intention d'établir dans le sud-ouest du pays une zone protégée où la population civile pourra se mettre à l'abri des « combats ». Cette initiative, qui survient au moment où le FPR est sur le point de s'emparer de Kigali, marque une première entorse au mandat reçu de l'ONU. Immédiatement, des inquiétudes s'expriment : ne s'agirait-il pas plutôt de permettre aux auteurs du génocide de se mettre à l'abri du FPR ? Faisant prévaloir leur propre interprétation de la Résolution 929, les Français finissent par recevoir le soutien du secrétaire général. Le FPR n'aura pas le droit de pénétrer dans cette enclave. Boutros Boutros-Ghali fait valoir que face à la marée humaine qui voit des dizaines de milliers de civils fuir devant l'avancée du FPR, la seule alternative qui se présente à la France est soit

38. Rapport de la Commission d'enquête citoyenne sur le rôle de la France pendant le génocide des Tutsi en 1994, Laure Coret et François-Xavier Verschave (dir.), *L'horreur qui nous prend au visage. L'État français et le génocide au Rwanda*, Karthala, 2005. Ces soldats appartiennent aux Commandos parachutistes de l'air (CPA 10), basés à Nîmes. Voir aussi African Rights, *Rwanda. Death, Despair and Defiance*, Londres, 1995.

39. En 2005, six rescapés rwandais ont déposé une plainte avec constitution de partie civile devant le tribunal aux armées de Paris. Ils accusent des soldats de l'armée française de s'être rendus complices du génocide pendant l'opération Turquoise, et d'avoir eux-mêmes commis des viols ou des meurtres contre des rescapés tutsi.

de retirer ses troupes, soit d'établir une « zone humanitaire sûre » (ZHS)<sup>40</sup>.

Le 4 juillet, forts de ce soutien, les Français établissent une base importante à seulement 10 km des lignes avancées du FPR. Celle-ci est protégée par des parachutistes pourvus de pièces d'artillerie lourde. En traçant ainsi les contours de leur ZHS dans le sud-ouest du pays, les Français espèrent étendre à cette zone les dispositions relatives à la zone d'exclusion aérienne. Mais leur décision de créer une zone humanitaire sûre englobant environ 20 % du territoire rwandais – zone qui sera, à en croire le commandement français, interdite au FPR, au besoin par la force – se heurte aux principes du droit international. Le Premier ministre Édouard Balladur s'en expliquera ultérieurement devant le Conseil de sécurité. Sans une action rapide, affirme-t-il, la survie du pays était en jeu et la stabilité de la région, sérieusement compromise<sup>41</sup>. Des rumeurs font état de combats qui auraient opposé près de Butare, au début juillet, les soldats français et le FPR. À cette occasion, dix-huit soldats français auraient été fait prisonniers. Le FPR les aurait relâchés dès le lendemain, après des négociations avec Paris. Mais les détails relatifs à cet épisode ne seront jamais rendus publics par l'une ou l'autre des deux parties<sup>42</sup>.

Dans l'immédiat, le principal effet de la Zone humanitaire sûre est de permettre à l'armée gouvernementale et aux auteurs du génocide – soldats, miliciens et simples civils – de battre en retraite sans être inquiétés. Accusés de les laisser filer, les Français rétorquent que leur mandat ne les autorise ni à arrêter ni à détenir quiconque dans leur zone d'intervention, quand bien même il s'agirait de criminels de guerre. Les Français ne cherchent pas davantage à désarmer les milliers de civils qui transitent par la ZHS – dont des miliciens armés jusqu'aux dents – ni à interrompre les programmes incitant au génocide de la RTLM, qui émet désormais depuis la zone sous contrôle français.

Les appréciations divergent quant au bilan de l'opération Turquoise. Pour le chercheur Gérard Prunier, l'importance et l'efficacité de la mission ont été exagérées par Paris à des fins de propagande. En ce qui concerne le nombre de vies humaines sauvées grâce à l'intervention française, les avis sont partagés. L'armée française affirme que Turquoise a permis de sauver quelques dix-sept mille personnes, mais Gérard Prunier considère qu'en prenant en compte les réfugiés du camp de Nyarushishi et les autres rescapés secourus ici et là, le chiffre le plus réaliste tourne

40. *The United Nations and Rwanda, 1993-1996*, Série Livres bleus des Nations unies, vol. 10, Département de l'information des Nations unies, New York, 1996, p. 55.

41. Conseil de sécurité (S/PV.3402), 11/07/1994.

42. Mel McNulty, « France's Rwanda débâcle », *War Studies*, 2(2), printemps 1997, p. 16.

autour de dix mille à treize mille vies sauvées<sup>43</sup>. En tout état de cause, les Français n'ont pas été en mesure d'empêcher le génocide de se poursuivre dans la ZHS<sup>44</sup>. Quant aux pertes dans les rangs de l'armée française, il n'y en eut aucune, du moins officiellement. Les seuls dommages enregistrés au sein des rangs français concernent des soldats qui ont été choqués, voire traumatisés, par ce qu'ils ont vu sur les collines rwandaises<sup>45</sup>.

Le 4 juillet à l'aube, tandis que les dernières unités de l'armée rwandaise abandonnent leurs positions, le FPR s'empare de Kigali. Après trois mois de combats et de massacres, la ville retrouve son calme. La garde présidentielle, qui a un temps fixé le FPR au niveau du rond-point de Kacyiru, bat désormais en retraite vers Ruhengeri. Le même jour, un Représentant spécial des Nations unies, l'ancien ministre pakistanais des Affaires étrangères Shaharyar Khan, arrive à Kigali<sup>46</sup>. Il est accueilli au QG de la Minuar par une haie d'honneur formée par les casques bleus ghanéens. Puis Shaharyar Khan fait le tour de la ville et se rend jusqu'à l'hôpital du CICR, avec ses drapeaux qui flottent toujours au sommet de la colline. Il témoigne y avoir vu des centaines de corps : « Les sols étaient maculés de sang, et il se dégageait une terrible odeur de chair en décomposition. » Les blessés sont tellement nombreux qu'il ne reste plus un seul centimètre carré disponible. Au moment de battre en retraite, les soldats rwandais ont fait pleuvoir, indistinctement, un déluge d'obus de mortier sur Kigali. L'un d'entre eux a atteint la salle des urgences, tuant sept patients<sup>47</sup>. Un officier rwandais téléphonera toutefois au CICR pour remercier Philippe Gaillard et les autres délégués de la Croix-Rouge d'avoir pris soin de leurs blessés.

Le lendemain, Philippe Gaillard quitte le Rwanda. Comme par le passé, il préfère ne pas dire au revoir au personnel de la délégation. Auparavant, il a tout de même partagé un dernier repas à base de rations de survie avec Roméo Dallaire<sup>48</sup>. Trois mois plus tôt, Dallaire lui avait

43. Gérard Prunier, « Operation Turquoise : a humanitarian escape », in Howard Adelman and Astri Suhrke (dir.), *The Path of a Genocide. The Rwanda Crisis from Uganda to Zaire*, Transaction, New Brunswick, NJ, 1999, p. 303.

44. Human Rights Watch / FIDH, *op. cit.*

45. Mel McNulty, *art. cit.*, p. 18.

46. Jacques-Roger Booh Booh sera remplacé le 1er juillet 1994. Il avait quitté Kigali le 24 avril pour prendre ses quartiers à Nairobi.

47. Shaharyar Khan, *The Shallow Graves of Rwanda*, I.B. Tauris, Londres, 2000, p. 16.

48. Philippe Gaillard, chef de la délégation du CICR au Rwanda de 1993 à 1994, conférence donnée le 18 octobre 1994 au Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, à Genève, sous le titre : « Rwanda 1994 : La vraie vie est absente » (d'après Arthur Rimbaud). Retranscription disponible sur <http://icrc.org>. Voir aussi « Rwanda 1994 : "On peut tuer autant de gens qu'on veut, on ne peut pas tuer leur mémoire" », intervention de Philippe Gaillard lors de la Conférence sur la prévention du génocide organisée par Aegis Trust et le Foreign Office, Nottingham, janvier 2002.

assuré qu'au cas où la situation l'exigerait, la Minuar se chargerait d'évacuer le CICR hors du Rwanda. « C'est à vous de décider du moment de votre départ, lui avait-il dit. Mais si je suis encore là, je vous véhiculerai. » Gaillard n'avait qu'à demander. Cette nuit-là, le délégué du CICR rend à Roméo Dallaire le téléphone Motorola de l'ONU que celui-ci lui avait confié pour faciliter leurs communications. Et dans un ultime geste, il lui tend un badge du CICR. Même si Dallaire n'a pas le droit de le porter, plaisante-t-il, il lui semble justifié que cet insigne lui revienne. De son côté, Roméo Dallaire enlève le ruban accroché à sa chemise pour l'offrir à Philippe Gaillard. Dans l'esprit du général canadien, cet homme mériterait une médaille.

Par la suite, Philippe Gaillard rendra hommage au courage du commandant de la Minuar. Selon lui, ce qu'a vécu Roméo Dallaire dépasse tout ce que lui-même a pu endurer. Il a perdu quatorze de ses hommes, dont dix dans des conditions particulièrement atroces<sup>49</sup>. Le Hutu Power a mis sa tête à prix. Et sa propre institution d'appartenance, l'ONU, l'a purement et simplement abandonné. Le Conseil de sécurité ne s'est même pas donné la peine d'assurer le ravitaillement de sa propre Force, livrée à elle-même avec tous les civils placés sous sa protection. C'est le CICR qui a dû se charger de fournir de la nourriture aux personnes rassemblées au stade Amahoro. Le journaliste Aidan Hartley dira que c'est un peu comme si le Conseil de sécurité avait délibérément choisi d'affamer la Minuar<sup>50</sup>. Le médecin James Orbinski, de MSF, rendra lui aussi hommage à Roméo Dallaire : « Sa ténacité et l'énergie qu'il a déployée pour maximiser l'impact de la Minuar étaient extraordinaires. » Un autre responsable de MSF, Jean-Hervé Bradol, raconte comment les membres de la Mission des Nations unies ont tout tenté, sans craindre de mettre leur vie en danger, pour secourir les civils menacés dans la capitale. Gerry McCarthy, l'unique représentant de l'Unicef au Rwanda pendant le génocide, ajoute que parmi l'ensemble du personnel des Nations unies, Roméo Dallaire a été l'unique phare dans la nuit rwandaise.

Dans l'un des derniers câbles qu'il adresse au siège de l'ONU, Roméo Dallaire écrit :

« Ce que nous avons vécu ici est un déshonneur. La communauté internationale et les États membres de l'ONU ont, d'un côté, témoigné leur consternation face à ce qui se passait au Rwanda, pendant que, de

49. Il s'agit des dix caques bleus belges assassinés le 7 avril, du Ghanéen Private Mensah-Baidoo et du capitaine sénégalais Mbaye Diagne, tués respectivement les 9 et 31 mai par l'explosion d'un obus de mortier, du Ghanéen Lance Corporal Ahedor, mort en service le 17 avril, et du capitaine ghanéen Ankah, mort en service le 8 juillet.

50. Aidan Hartley, *op. cit.*, p. 375.

l'autre côté, mises à part quelques exceptions notables, ces mêmes autorités n'ont rien entrepris pour que la situation s'améliore. [...] On a empêché la Force d'avoir un minimum de respect de soi et d'efficacité sur le terrain [...]. [Le commandant de la Force] admet que cette mission a représenté pour votre QG un cauchemar en termes de logistique, mais cela n'est rien comparé au véritable enfer que nous avons dû endurer, ajouté à notre obligation de faire face aux deux parties tout en étant porteurs de si peu d'aide et de crédibilité. [...] Le quartier général de l'ONU et les États souverains, à de très rares exceptions près, ont massivement échoué, jusque-là, à apporter quelque soutien tangible que ce soit à la Minuar renforcée. Les véhicules blindés de transport de troupes se trouvent toujours à Entebbe, nous n'avons plus d'eau [...]. Bien que le Rwanda et la Minuar se soient trouvés au cœur d'une épouvantable tragédie humaine, pour ne pas dire d'un Holocauste, et bien que de belles paroles aient été prononcées de tous côtés, y compris par des membres du Conseil de sécurité, les efforts que nous avons consacrés, sur le terrain, à obtenir le minimum requis pour nos besoins opérationnels [...] sont demeurés totalement inefficaces. »

Quelques jours avant la prise de Kigali par le FPR, incités par la RTLM, des centaines de milliers de civils fuyant l'avancée des troupes de Paul Kagame prennent la route de l'exil. La radio de la haine, qui demeure la voix des autorités, appelle le « peuple hutu » à fuir vers le Zaïre pour échapper aux rebelles, présentés comme de véritables démons décidés à les exterminer tous. Prédissant un mouvement de population d'une ampleur considérable, le CICR, MSF et Oxfam avertissent d'un désastre imminent. Les routes sont noires de monde. Il y a là des soldats à bord de camions, des civils qui avancent en voiture ou à vélo, d'autres qui n'ont que leurs pieds pour fuir, emmenant avec eux des vaches ou des poulets... Tout autour, des Interahamwe ivres d'alcool orchestrent cet exode. Quelque sept cent mille personnes convergent vers la frontière Nord-Est, entre le Lac Kivu et le volcan Nyiragongo.

L'exode vers Goma, une ville frontalière qui est aussi la capitale de la province zaïroise du Kivu, débute le 14 juillet. Chargée de l'information à MSF, Samantha Bolton en est témoin : « C'était une file silencieuse, une longue file noire, comme une marée humaine. Tous marchaient en silence, tels des robots. » Toute la journée, cette marée humaine se déverse au Zaïre, comme si tout le Rwanda se vidait de ses habitants. « Nous savions depuis deux semaines que ces gens étaient en route », ajoute Samantha Bolton, qui se tourne alors vers la BBC et CNN pour les informer que « les vannes rwandaises se sont ouvertes ». En deux jours, près d'un million de personnes traversent la frontière zaïroise, éclipsant le précédent record établi en avril, au moment où des milliers de Rwandais

avaient franchi la frontière tanzanienne. Il s'agit du mouvement de population le plus rapide et le plus impressionnant jamais observé. Dans son journal de bord, Samantha Bolton écrit : « S'ils restent ici, des milliers d'entre eux mourront. » L'ampleur de l'exode est telle que nul ne peut y faire face. Oxfam et MSF commencent à distribuer de l'eau, mais les gens meurent de déshydratation et de fatigue. De manière prémonitoire, Samantha Bolton annonce un risque de choléra<sup>51</sup>.

Certains croient savoir que quelque part au milieu des bus, des voitures et du bétail, sont transportés les restes du président Habyarimana. L'armée rwandaise en déroute franchit la frontière avec son artillerie, des mortiers, au moins quatre canons antiaériens et des armes anti-chars. Le chef d'état-major, Augustin Bizimungu, conteste que ses hommes abandonnent le champ de bataille. Le Premier ministre, Jean Kambanda, tient le même discours : « Nous avons perdu une bataille, mais la guerre n'est pas finie, car nous avons le peuple derrière nous. » Il a en partie raison. Au total, pas moins de deux millions de Rwandais ont quitté le pays. En Tanzanie, on les estime à cinq cent mille dans le camp de Benaco ; deux cent mille ont fui vers le Burundi ; un million d'entre eux sont entrés au Zaïre par Goma et deux cent mille autres par Bukavu<sup>52</sup>. Au Rwanda, on dénombre six cent mille réfugiés à Gikongoro, huit cent mille de plus à Cyangugu et trois cent mille à Kibuye. Dans ces préfectures, les ONG commencent aussitôt à distribuer l'aide humanitaire, espérant empêcher un nouvel exode vers le Nord-Est. 60 % des habitants du Rwanda ont été soit tués soit déplacés<sup>53</sup>.

À présent, dans ce petit coin champêtre et isolé du Zaïre, l'horizon est noir de monde. Des camps gigantesques sont improvisés à Goma et Bukavu. Des centaines de milliers de Rwandais s'installent sur ce sol aride entouré de volcans, où ils n'ont ni nourriture, ni eau, ni endroit pour s'abriter. Des milliers d'entre eux mourront dans d'atroces souffrances, dans ces camps crasseux et surpeuplés où l'on marche dans une boue de vomis et de diarrhée causée par le choléra, la roche volcanique étant aussi dure que du béton. Certains meurent d'épuisement, d'autres de la faim, du choléra ou de la dysenterie<sup>54</sup>. Le nombre d'orphelins est estimé à

51. Samantha Bolton, « J'ai vu arriver le choléra », *Le Nouvel Observateur*, 28/07-03/08/1994.

52. Larry Minear et Philippe Guillot, *Soldiers to the Rescue. Humanitarian Lessons from Rwanda*, Centre pour le développement de l'OCDE, Paris, 1996, p. 63.

53. *The International Response to Conflict and Genocide : Lessons from the Rwanda Experience*, Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda, Copenhague, mars 1996, étude 3, p. 43. Le 24 juillet, le HCR estime à 2,1 millions le nombre de réfugiés et à 1,4 million le nombre de déplacés à l'intérieur de la ZHS française, et à 1,2 million le nombre de déplacés dans le reste du pays.

54. Le nombre des victimes du choléra est estimé à 20 000 personnes. Cette maladie est pourtant facilement traitable avec un médicament qui revient à quelques centimes

quatre mille. Dans l'un des camps, les troupes françaises paient de jeunes garçons pour ramasser les cadavres, lesquels sont ensuite enfouis dans de grandes fosses communes. Dans d'autres endroits, les vivants doivent voisiner avec les morts.

L'ampleur de l'exode hisse subitement le Rwanda au sommet de l'agenda international. À la fin juillet, près de cinq cents journalistes et techniciens se trouvent rassemblés à proximité de Goma, dont l'aéroport est encombré d'antennes satellite. Dans un contraste saisissant avec l'absence de couverture médiatique du génocide, on assistera à une frénésie de reportages explicites au cours des trois jours qui suivent le début de l'exode vers Goma. « Les massacres au Rwanda sont sans doute l'expression de la bestialité humaine, écrit un journaliste. Mais ce qui se passe à Goma aujourd'hui est sans aucun doute la marque de la colère divine. Des épidémies d'une ampleur biblique balaient tout sur leur passage. L'eau est empoisonnée. Les morts sont partout. [...] C'est comme si la Terre mère elle-même refusait d'accueillir les restes des réfugiés hutu ayant fui le Rwanda. » Ces quelques phrases sont extraites d'un reportage mettant en scène plusieurs photos explicites<sup>55</sup>.

La catastrophe humanitaire qui se déroule à Goma semble taillée sur mesures pour fournir aux télévisions des images spectaculaires. Dorénavant, la perception des événements s'en trouvera considérablement brouillée. Le calvaire enduré par les réfugiés tend à se confondre avec la guerre et le génocide qui l'ont précédé. L'impression qui s'en dégage est que ces souffrances viennent s'ajouter à une histoire qui apparaît déjà longue et compliquée. Selon Anne Mackintosh, la représentante d'Oxfam pour le Rwanda, le Burundi et le Kivu (au Zaïre) de 1991 à 1994, le génocide se trouve éclipsé par la crise des réfugiés.

Contrairement à ce qu'affirment un certain nombre de journalistes et d'ONG, les réfugiés de Goma n'ont pas fui le génocide. Bien au contraire, des milliers d'entre eux y ont directement pris part. Un an plus tôt, Oxfam n'avait eu d'autre choix que de prendre en charge le séjour de certains journalistes au Rwanda et au Kivu, tout en les aidant à placer leurs reportages, simplement pour permettre que les médias britanniques assurent une couverture digne de ce nom aux conflits latents de cette région d'Afrique. Et voici que soudainement, comme le remarque Anne Mackintosh, tous les médias occidentaux se trouvent représentés à Goma, déversant un flot ininterrompu d'articles et de reportages<sup>56</sup>. Dans son livre

---

d'euro par jour. Les sels de réhydratation orale remplacent l'eau et les sels minéraux perdus lors des vomissements et des diarrhées.

55. Robert Block, « A week in Goma », *The Independent on Sunday*, 31/07/1994.

56. Anne Mackintosh, « Rwanda : beyond "ethnic conflict" », *Development in Practice*, 7(4), novembre 1997, p. 466.

sur le génocide du Rwanda, le chercheur Gérard Prunier explique à quel point la confusion qui règne alors entre le génocide et la crise des réfugiés est de nature à contenter les responsables politiques français. Désormais, l'opération Turquoise fait l'ouverture de tous les journaux télévisés. Et l'armée française est partout présentée comme s'efforçant d'alléger les terribles souffrances des damnés de Goma<sup>57</sup>.

Devant le tumulte d'indignations provoqué dans l'opinion publique par la lente agonie des réfugiés du Kivu, l'administration Clinton va, cette fois, faire le choix d'une réaction d'envergure. Une opération américaine est organisée. Son coût est estimé entre 300 et 400 millions de dollars. Quatre mille soldats sont censés apporter leur aide aux quelques centaines de civils américains déjà à pied d'œuvre – en grande partie des employés d'organisations humanitaires. Un gigantesque pont aérien débute alors. En trois jours seulement, une fois les instructions transmises par la Maison Blanche au Pentagone, les premiers soldats américains sont sur le terrain, où ils distribuent de l'eau douce aux réfugiés. L'armée américaine a reçu l'ordre de ne surtout pas se retrouver impliquée dans des opérations pouvant être interprétées comme relevant du maintien de la paix, et de se limiter à des dimensions techniques strictement humanitaires. Elle doit en outre se replier le plus rapidement possible. Pour leurs déplacements, les soldats américains constituent des convois de véhicules équipés de mitrailleuses lourdes, et ils portent un casque et un gilet pare-balles en permanence. Tous les personnels de l'armée américaine ont l'instruction d'être de retour à leur base avant la tombée de la nuit.

Le 22 juillet, visiblement ému, le président Clinton déclare qu'il s'agit de la pire crise humanitaire depuis une génération. Un réfugié meurt toutes les minutes. Nommé représentant spécial de Bill Clinton au Rwanda, Brian Atwood tient des points presse réguliers. Washington annonce que les besoins des réfugiés s'élèvent à 1 200 tonnes de nourriture par jour, ainsi que 3,8 millions de litres d'eau potable. Cela représente plus du double de la nourriture jugée nécessaire en Somalie au plus fort de la vague de famine dans ce pays.

« Les gens savaient très bien ce qui se passait avant cette crise, mais ils n'ont rien fait », dira Tony Marley, conseiller militaire et politique au Département d'État. Selon lui, l'aide apportée aux réfugiés hutu découle de « l'effet CNN », à savoir qu'au-delà d'un certain niveau de couverture médiatique, les gouvernements sont incités à agir. Marley perçoit également dans l'attitude de Washington les effets d'un sentiment de culpabilité de la part de ceux qui ont fait obstruction, durant le génocide, à la

57. Gérard Prunier, « Opération Turquoise... », *art. cit.*, p. 303.

moindre réponse ou action de la part des États-Unis. Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR) estime qu'en cinq mois, entre la mi-juin et la fin du mois de décembre 1994, un million de dollars par jour a été dépensé en aide humanitaire au profit des réfugiés rwandais<sup>58</sup>.

Roméo Dallaire estime pour sa part que dans les camps de Goma, des ressources précieuses sont gaspillées pour permettre aux États développés de se racheter une conscience politique. Cela passe par une gigantesque comédie destinée aux médias et à leurs électeurs<sup>59</sup>. Le 18 août, le général canadien quitte ses fonctions de commandant de la Minuar. Un défilé est organisé à l'entrée du QG de la Force, rythmé par une fanfare ghanéenne<sup>60</sup>. Le lendemain, Roméo Dallaire quitte le Rwanda, non sans avoir vivement recommandé que le général Anyidoho soit nommé commandant de la Force à sa suite. Personne au monde ne lui semble plus qualifié que lui pour ce poste. Malgré toutes les privations endurées, l'officier ghanéen n'a jamais craqué. Mais la dernière requête de Dallaire sera rejetée d'emblée par le bureau du secrétaire général<sup>61</sup>.

La mission conduite par le CICR durant les trois mois qu'a duré le génocide restera comme l'une des plus extraordinaires opérations humanitaires jamais conduites. C'est grâce à la détermination de Philippe Gaillard, le délégué général de la Croix-Rouge au Rwanda, que l'organisation est restée opérationnelle. Pendant trois mois, le CICR a pu assurer dans Kigali une aide médicale d'urgence. Et durant les semaines qui ont suivi le 6 avril, l'organisation était représentée partout dans le pays. Lorsque le FPR a pris le contrôle de Kigali, le 4 juillet, deux mille cinq cents personnes étaient encore réfugiées dans l'enceinte du CICR. Philippe Gaillard estime qu'entre le 10 avril et le 4 juillet, son organisation a traité neuf mille blessés, et que cent mille personnes supplémentaires ont pu être sauvées du fait de l'action des délégués de la Croix-Rouge présents dans les autres régions du pays. Pendant cette période, mille deux cents opérations chirurgicales ont été conduites. Des centaines de personnes ont été soignées à l'arrière des ambulances. Environ 25 000 tonnes de nourriture ont été distribuées. Les ingénieurs

58. Extraits tirés de l'interview publiée sur le site Web de « Frontline » dans le cadre du dossier « The Triumph of Evil » ([www.pbs.org](http://www.pbs.org)), © WGBH/« Frontline », 1999.

59. Jonathan Moore (dir.), *op. cit.*, p. 72.

60. Les derniers soldats de la Minuar II quitteront le Rwanda en mars 1996.

61. À son retour dans son pays, Roméo Dallaire est nommé commandant adjoint de la Force terrestre canadienne et commandant de la 1<sup>re</sup> Division. Il est décoré de la Meritorious Service Cross. En avril 2000, souffrant de stress post-traumatique, il est relevé de ses fonctions dans les forces armées canadiennes pour raisons médicales. En janvier 2004, il est appelé à témoigner devant le TPIR dans le cadre du procès « Militaires I ». Depuis mars 2005, il est sénateur.

hydrauliques ont réparé les stations de pompage d'eau de Kigali, mais aussi de Ruhengeri, Gisenyi et Butare<sup>62</sup>.

Philippe Gaillard parle d'une goutte d'humanité dans un océan de sang. « Aucun mort n'est à déplorer parmi les expatriés, ce qui relève du miracle, précise-t-il. Pas plus qu'il n'y a eu de victimes parmi nos collaborateurs rwandais. Aucune milice armée n'a jamais pénétré dans le complexe pour menacer qui que ce soit, alors même que les Interahamwe venaient souvent dans mon bureau pour me parler. » Quelques années plus tard, à l'occasion d'une conférence tenue à Genève, le délégué du CICR rendra hommage à ces officiers modérés de l'armée rwandaise « ouverts à l'analyse et au dialogue, et désespérés par le comportement assassin et suicidaire de certains de leurs collègues ». Il évoquera aussi ces hommes et ces femmes qui ont pris d'énormes risques pour sauver des vies, en particulier celles des enfants. Il mentionnera ces fonctionnaires de la préfecture de Cyangugu qui, faisant preuve de patience et de persuasion, en dépit de la pression à laquelle ils étaient soumis, se sont efforcés de sauver les huit mille réfugiés du camp de Nyarushishi. Le courage et la lucidité exceptionnels de ces gens a permis de « déposer une fleur d'humanité sur ce qu'ils savaient être un véritable charnier national, un génocide »<sup>63</sup>.

Pour Philippe Gaillard, le Rwanda restera comme l'un des pires souvenirs de tout le XX<sup>e</sup> siècle, aux côtés des deux Guerres mondiales et des crimes de Pol Pot, qui ont causé la mort de 2 à 3 millions de Cambodgiens. Dans ce pays de sept millions d'habitants, un million de personnes a trouvé la mort en cent jours. Selon lui, notre société a assisté à une dégradation de ses valeurs : « Il est sidérant de voir qu'en France, en Suisse, en Italie, on confie le pouvoir à des gens malhonnêtes, cyniques, qui placent leurs intérêts personnels avant le bien commun. C'est le début du fascisme »<sup>64</sup>.

62. En juillet 1994, plusieurs opérations du CICR sont encore en cours au Rwanda : une équipe médicale de sept personnes, basée à Bukavu, est amenée à travailler du côté rwandais de la frontière, à Cyangugu, notamment pour venir en aide aux rescapés qui ont échappé aux massacres du camp de Nyarushishi, sur les collines ; une autre équipe médicale, forte de cinq personnes, se trouve à Gikongoro ; et deux autres délégués sont basés à Rusumo. La délégation de Kabgayi a dû quitter cette ville en raison des combats. Dix autres délégués travaillent dans la capitale au moment où celle-ci tombe entre les mains du FPR.

63. Philippe Gaillard, *conf. cit.*

64. Gérard Delaloye et Élisabeth Lévy, « Philippe Gaillard, après Kigali, pouvez-vous encore croire en l'humanité ? », *Le Nouveau Quotidien*, 30/12/1994.